

Écart de richesse entre le Québec et l'Ontario

Principaux enjeux au développement économique et à la croissance de la richesse dans les régions du Québec

NOTES POUR LE MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

Contexte et problématique

- ▶ Depuis plusieurs années, le Québec affiche un écart de richesse important par rapport à l'Ontario. En 2021, son produit intérieur brut (PIB) réel par habitant accusait un retard de 12,9 % sur son voisin.
- ▶ Le gouvernement du Québec entend éliminer cet écart d'ici 2036 en misant essentiellement sur la hausse de la productivité par :
 - l'élargissement du bassin de population active et la hausse du taux d'emploi par le biais de : la persévérance scolaire pour augmenter les taux de diplomation, l'incitation des travailleurs à rester plus longtemps en emploi, la requalification de la main-d'œuvre et l'immigration;
 - les investissements privés, l'innovation des entreprises et un environnement d'affaires concurrentiel par l'entremise de : la fiscalité, l'aide directe et l'aide-conseil.
- ▶ Lors des rencontres fréquentes du secteur Services aux entreprises du Mouvement Desjardins avec les acteurs du milieu, certains éléments reviennent régulièrement comme étant des freins au développement économique et à la création de richesse dans les régions du Québec.
- ▶ Afin d'aiguiller le gouvernement dans les mesures concrètes à déployer pour atteindre ses objectifs, nous avons regroupé, les enjeux identifiés sous 3 types : 1) législatifs et réglementaires, 2) structurels et 3) technologiques et financiers.

Enjeux identifiés et solutions

Enjeux législatifs et réglementaires

- 1) La lenteur des délais dans l'obtention des approbations du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour les projets commerciaux et industriels et ceux comportant des sujets ou zones plus sensibles.
- 2) L'adoption en juin 2022 du *Projet de loi n° 96, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*, qui rend la conduite des affaires plus difficile au Québec pour les entreprises étrangères et qui nuit à la compétitivité des entreprises québécoises ayant des activités à l'extérieur du Québec.
- 3) La lenteur des municipalités à émettre les permis nécessaires pour les nouvelles constructions, notamment pour accroître l'offre de logements au Québec, une autre problématique importante des dernières années.
 - Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement ([SCHL](#)), l'ajout de 860 000 logements sera nécessaire au Québec d'ici 2030.



- L'injection de fonds publics et la mise en place des conditions propices par les municipalités et le gouvernement, notamment par un allègement des barrières réglementaires et des mesures fiscales moins contraignantes, sont nécessaires pour accélérer le démarrage de projets.
 - Outre les différents paliers de gouvernement, le secteur privé, le milieu coopératif et les organismes sans but lucratif (OSBL) font aussi partie de la solution.
 - D'ailleurs, des initiatives impliquant tous ces partenaires ont permis de réaliser certains projets alors que d'autres se concrétiseront sous peu. Il faudra toutefois en faire plus pour atténuer la crise actuelle et les logements sociaux et abordables doivent être priorités.
- 4) Les délais trop longs pour l'accueil des travailleurs étrangers comparativement à ceux de l'Ontario et des autres provinces canadiennes (24 vs 6 mois pour la sélection et l'obtention de la résidence permanente) qui handicapent la capacité de croissance des entreprises québécoises.

Enjeux structurels

- 1) Le manque de relève pour les entreprises québécoises (relève familiale et relève managériale) qui les incite à se tourner vers des solutions à l'extérieur du Québec.
 - L'immigration économique pourrait davantage faire partie de la solution pour régler cet enjeu, encore faut-il que les délais d'accueil des nouveaux arrivants soient comparables à ceux des autres provinces comme mentionné précédemment.
- 2) Le manque de main-d'œuvre dans la majorité des corps de métiers.
 - Miser sur l'éducation, l'incitation à revenir ou demeurer plus longtemps sur le marché du travail et l'immigration sont de bons moyens envisagés par le gouvernement comme indiqué en introduction. Il faut toutefois déployer des mesures concrètes et des incitatifs intéressants et concurrentiels, exempts de lourdeur administrative.
 - L'Ontario accueille beaucoup plus d'immigrants, ce qui permet une augmentation plus rapide de sa population active.
- 3) La manque de logements partout au Québec, mais particulièrement dans les régions, qui limite la capacité des entreprises à attirer de la main-d'œuvre afin de réaliser des projets et de poursuivre leur croissance.

Enjeux technologiques et financiers

- 1) Le virage numérique qui tarde à s'effectuer dans plusieurs régions et secteurs d'activité au Québec, ce qui ralentit les gains de productivité importants et a un impact direct sur la compétitivité des entreprises d'ici.
- 2) Le manque critique de main-d'œuvre spécialisée pour l'accompagnement des entreprises.
- 3) La faible disponibilité du capital pour les projets de plus petites envergures et dans les régions.

Sources : PVP Services aux entreprises et Études économiques de Desjardins

Publié le 27 septembre, le [résumé](#) et l'[étude détaillée](#) du Conseil du patronat du Québec (CPQ) propose **10 chantiers incontournables et 40 solutions concrètes** pour dépasser le niveau de vie de l'Ontario.

